

**BUREAU ACHATS
SECTION SMSM**

MARCHÉ PUBLIC DE SERVICES

MARCHE A PRODEDURE ADAPTEE (Art. R. 2123-1-3 du code de la commande publique)

ACCORD CADRE MONO-ATTRIBUTAIRES MIXTE A MARCHES SUBSEQUENTS
Art. R.2162-6 à R.2162-9

Cahier des Clauses Administratives Particulières de l'accord-cadre à marchés subséquents

N°DAF_2024_001133/PFAF-S/ACHATS/SMSM du 03/07/2024

Relatif à

« Mise en place d'une solution informatique aboutissant sur des prestations d'interprétation à distance des examens d'imagerie médicale (Téléradiologie) réalisés dans le cadre de la permanence des soins ou en vacation en urgence et en externe, au profit des établissements du Service de Santé des Armées et d'établissements hospitaliers civils. »

SOMMAIRE

PARTIE 1 DISPOSITIONS RELATIVES A L'ACCORD CADRE	4
ARTICLE 1 – GENERALITES DE L'ACCORD CADRE	4
1.1 FONCTIONNEMENT DU POUVOIR ADJUDICATEUR.....	4
1.1.1 <i>Type de pouvoir adjudicateur</i>	4
1.1.2 <i>Coordonnées du pouvoir adjudicateur de l'accord-cadre</i>	4
1.1.3 <i>Bénéficiaires de l'accord-cadre</i>	4
1.1.4 <i>Répartition des responsabilités</i>	4
1.2 DISPOSITIONS GENERALES	5
1.2.1 <i>Objet du marché</i>	5
1.2.2 <i>Durée de la validité de l'accord-cadre</i>	5
1.2.2.1 <i>Durée de l'accord-cadre</i>	5
1.2.2.2 <i>Reconduction</i>	5
1.2.3 <i>Définition de l'accord-cadre</i>	6
ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE.....	6
PARTIE 2 DISPOSITIONS PROPRES AUX MARCHES SUBSEQUENTS	6
ARTICLE 3 – OBLIGATIONS DES TITULAIRES - PENALITES	6
ARTICLE 4 – CONDITIONS D'EMISSION ET D'EXECUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS	6
ARTICLE 5 – PASSATION DES MARCHES SUBSEQUENTS	6
5.1 MODALITE DE PASSATION.....	6
5.2 FORME DES MARCHES SUBSEQUENTS.....	7
PARTIE 3 DISPOSITIONS COMMUNES RELATIVES A L'ACCORD-CADRE ET AUX MARCHES SUBSEQUENTS	7
ARTICLE 6 – GENERALITES DES MARCHES SUBSEQUENTS	7
6.1 OBLIGATION DE DISCRETION – MESURES DE SECURITE	7
6.1.1 <i>Mesures de sécurité</i>	7
6.1.2 <i>Obligation de confidentialité</i>	8
6.1.3 <i>Accès au site</i>	8
6.1.4 <i>Obligation d'information</i>	9
6.2 RECUSATION	9
6.3 SOUS-TRAITANCE	9
ARTICLE 7 – EXECUTION DE LA PRESTATION	10
7.1 OBLIGATIONS DU TITULAIRE	10
7.2 DEBUT D'EXECUTION.....	10
7.3 CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	11
7.3.1 <i>Attestation du service fait</i>	11
7.3.2 <i>Vérification et admission des prestations</i>	11
7.3.3 <i>Service minimum</i>	11
7.3.4 <i>Modifications du marché public</i>	11
7.3.5 <i>Continuité des conditions d'exécution</i>	12
7.3.6 <i>Délais d'exécution</i>	12
7.3.7 <i>Décision après exécution de la prestation – Certificat de bonne exécution</i>	12
ARTICLE 8 – REMUNERATION ET FRAIS DE FONCTIONNEMENT.....	12
8.1 REMUNERATION DU RADIOLOGUE EN TELEDIAGNOSTIC.....	12
8.1.1 <i>Imagerie en coupe</i>	12
8.1.2 <i>Radiologie conventionnelle</i>	13
8.1.3 <i>Permanence des soins (PDS)</i>	13
8.1.4 <i>La télétransmission</i>	13
ARTICLE 9 – PRIX, MODALITES DE FACTURATION, VALORISATION	13
9.1 DETERMINATION DES PRIX	13
9.1.1 <i>Type et forme des prix</i>	13
9.1.2 <i>Prix forfaitaires</i>	13
9.1.3 <i>Prix unitaires</i>	13

9.1.4	Contenu des prix	13
9.1.5	Révision des prix	14
9.1.5.1	Evolution de la CCAM	14
9.1.5.2	Evolution des prix	14
9.1.6	Clause de sauvegarde	14
9.2	MODALITES DE REGLEMENT DU MARCHE	14
9.2.1	Remise des décomptes, factures, ou mémoires	14
9.2.2	Délai global de paiement	15
9.2.1	Documentation de facturation	16
9.2.2	Mise en œuvre éventuelle du service fait présumé	16
9.2.2.1	Le service fait présumé	16
9.2.2.2	Procédure en cas de trop perçu	16
9.2.2.3	Réversibilité du recours au service fait présumé	16
9.3	AVANCE	16
9.4	VALORISATION	17
ARTICLE 10 – PÉNALITÉS		17
10.1	REFACTIONS DE PRIX	17
10.2	PENALITES POUR RETARD D’EXECUTION	17
10.3	REGLEMENT DES REFACTIONS ET PENALITES	18
10.3.1	Exonération de pénalités	18
10.3.2	Plafonnement des pénalités	18
ARTICLE 11 – RÉSILIATION DE L’ACCORD-CADRE		18
11.1	RESILIATION POUR FAUTE	18
11.2	RESILIATION POUR MOTIF D’INTERET GENERAL	19
ARTICLE 12 – RÈGLEMENT DES LITIGES		19
12.1	REGLEMENT AMIABLE DES LITIGES ET DIFFERENDS	19
12.2	RECOURS CONTENTIEUX	19
ARTICLE 13 – DÉROGATION AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX		19

PARTIE 1 DISPOSITIONS RELATIVES A L'ACCORD CADRE

ARTICLE 1 – GENERALITES DE L'ACCORD CADRE

1.1 Fonctionnement du pouvoir adjudicateur

1.1.1 Type de pouvoir adjudicateur

Dans le cadre du présent accord-cadre, la PFAFS intervient en tant que centrale d'achat en vertu des articles L.2113-2 à L.2113-5 du code de la commande publique, et de l'arrêté du 19 février 2016 (NOR : DEFK 1605782A) fixant ses attributions, son organisation et son fonctionnement lui permettant de mettre à disposition l'accord-cadre qu'elle conclut, pour le compte des établissements relevant de son autorité ainsi que les établissements publics cités.

1.1.2 Coordonnées du pouvoir adjudicateur de l'accord-cadre

Le pouvoir adjudicateur contractant de l'accord-cadre est :

Direction des Approvisionnements en Produits de Santé des Armées
TSA 20003
45404 FLEURY LES AUBRAIS CEDEX

1.1.3 Bénéficiaires de l'accord-cadre

Les établissements du SSA relèvent de l'autorité du pouvoir adjudicateur ci-dessus.

Les établissements publics cités, ayant signé une convention de mise à disposition, deviennent « Bénéficiaires » de l'accord-cadre et s'engagent, de ce fait, à l'égard du titulaire, dans les conditions du présent accord.

La convention de mise à disposition indique notamment la dénomination du présent marché et la nature des fournitures, équipements et prestations qui constituent son objet.

Le titulaire de l'accord-cadre sera informé par la PFAFS de la signature de la convention de mise à disposition et de l'identité de l'adhérent qui devient bénéficiaire de l'accord-cadre par la signature de la convention de mise à disposition. A compter de l'entrée en vigueur de la convention de mise à disposition, le bénéficiaire pourra procéder à la passation de son propre marché subséquent.

Les bénéficiaires publics de la centrale d'achat sont considérés comme ayant respecté leurs obligations de publicité et de mise en concurrence conformément aux dispositions du droit de la Commande Publique.

Le présent marché sera exécuté aux conditions techniques et financières de l'accord-cadre, puis des marchés subséquents et ce tant que l'exclusivité du titulaire sur le périmètre du marché est caractérisée.

1.1.4 Répartition des responsabilités

Les responsabilités respectives de la PFAFS et des établissements publics bénéficiaires se répartissent comme suit :

	PFAFS pour l'ensemble des bénéficiaires	PFAFS pour les ETS du SSA	Etablissements publics
Supervision de la phase de lancement de l'accord-cadre et accompagnement de sa mise en œuvre initiale par le titulaire dans les établissements bénéficiaires	X		
Passation, Signature notification de l'accord-cadre et de ses avenants, Résiliation de l'accord-cadre	X		
Passation, Signature notification du marché subséquent l'accord-cadre et de ses avenants,			X
Envoi des bons de commande	X		X
Gérer les procédures de révisions des prix des marchés	X		
Procéder à la reconduction des marchés	X		
Agrément des sous-traitants	X		

	PFAFS pour l'ensemble des bénéficiaires	PFAFS pour les ETS du SSA	Etablissements publics
Délivrance du certificat de cession de créances	X		X
Opérations de réception/admission des prestations objet du marché		X	X
Païement des prestations objet du marché auprès du Titulaire		X	X
Appliquer les pénalités	X (pénalités reporting)	X (pénalités d'exécution)	X (pénalités d'exécution)
Gérer les procédures précontentieuses et contentieuses formées au titre de la procédure d'attribution, la passation des avenants, la reconduction et la résiliation des accords-cadres, l'ajustement et la révision des prix, des conditions générales d'exécution de l'accord-cadre	X		
Gérer les procédures précontentieuses et contentieuses formées en exécution des bons de commande		X	X

1.2 Dispositions générales

1.2.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet la mise en place d'une solution informatique aboutissant sur des prestations d'interprétation à distance des examens d'imagerie médicale (Téléradiologie) réalisés dans le cadre de la permanence des soins ou en vacation en urgence et en externe, au profit des établissements du Service de Santé des Armées et d'établissements hospitaliers civils.

Pour ce faire, Il est tout d'abord nécessaire de disposer d'un système d'information permettant la mise en réseaux entre les bénéficiaires et les imageurs à distance (module 1 – Système d'information).

Celui-ci permet principalement de mettre à disposition les imageries médicales réalisées afin de pouvoir bénéficier de la prestation intellectuelle à distance (module 2 – Prestation intellectuelle).

Ces deux éléments sont totalement indissociables l'un de l'autre.

1.2.2 Durée de la validité de l'accord-cadre

1.2.2.1 *Durée de l'accord-cadre*

Le marché est conclu pour une période initiale allant de la date de notification jusqu' au 31 décembre de l'année en cours.

La durée de vie des marchés subséquents ne pourra excéder 12 mois après la date de fin de l'accord-cadre.

1.2.2.2 *Reconduction*

Le marché sera reconduit tacitement, au 1er janvier de chaque année, sans pouvoir excéder 4 ans (4 reconductions maximum).

Le marché prendra fin au plus tard à l'issue du 48 mois d'exécution.

- 1re période de reconduction : 1er janvier au 31 décembre de l'année N+1 ;
- 2ème période de reconduction : 1er janvier au 31 décembre de l'année N+2 ;
- 3ème période de reconduction : 1er janvier au 31 décembre de l'année N+3 ;
- dernière période de reconduction : 1er janvier N+4 au jour précédant la date anniversaire de la notification du marché.

Conformément à l'article R.2112-4 du code de la commande publique, le titulaire ne peut s'opposer à la reconduction.

La non reconduction du marché fait l'objet d'une décision expresse du pouvoir adjudicateur notifiée au titulaire du marché avant le 31 décembre de l'année en cours

1.2.3 Définition de l'accord-cadre

Cet accord-cadre mono-attributaire est mixte conformément aux articles R.2162-2 et R.2162-7 à R.2162-12 du code de la commande publique :

- il est conclu pour les établissements du Service de Santé des Armées ;
- il donne également lieu à la conclusion de marchés subséquents, pour les établissements de santé rejoignant l'accord-cadre après signature d'une convention de mise à disposition prévue à l'article 1 du présent CCAP. L'accord-cadre définit les termes régissant la passation des marchés subséquents.

Cet accord-cadre est passé sans montant minimum mais avec un montant maximum défini ci-après :

Montant maximum HT sur la durée totale de l'accord-cadre
25 166 167 €

ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE

Les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement (AE) ;
- le présent cahier des clauses particulières (CCAP) ;
- le cahier des clauses administratives générales fournitures courantes et services (CCAG-FCS) approuvé par JORF n°0078 du 1er avril 2021 (document téléchargeable sur le site de <http://www.legifrance.gouv.fr>). Bien que non joint à l'accord-cadre est réputé parfaitement connu du titulaire ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- l'offre financière et technique du titulaire :
 - o les annexes financières° ;
 - o la dernière grille CCAM à jour ;
 - o le cadre de réponses techniques ;
 - o le mémoire technique ;
 - o une grille de lecture des factures émises.

PARTIE 2 DISPOSITIONS PROPRES AUX MARCHES SUBSEQUENTS

ARTICLE 3 – OBLIGATIONS DES TITULAIRES - PENALITES

Le titulaire a l'obligation de répondre à chaque demande de marché subséquent en respectant le formalisme demandé. Il s'engage à faire des offres régulières, acceptables et appropriées lorsqu'ils sont sollicités et à réaliser les visites de site.

En cas de non réponse aux marchés subséquents, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer sans mise en demeure au titulaire concerné une pénalité de 2 000€ pour non dépôt. Au bout de 3 non réponses ou de 3 offres irrégulières ou de 3 offres inacceptables ou 3 offres inappropriées, le titulaire peut être exclu du lot de l'accord-cadre.

ARTICLE 4 – CONDITIONS D'EMISSION ET D'EXECUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS

La date de début d'émission des marchés subséquents correspond à la date de notification de l'accord cadre. Les marchés subséquents sont émis selon l'apparition des besoins. Ils pourront être émis jusqu'au dernier jour d'existence de l'accord-cadre.

ARTICLE 5 – PASSATION DES MARCHES SUBSEQUENTS

5.1 Modalité de passation

Suite à la signature de la convention d'adhésion, le bénéficiaire devient pouvoir adjudicateur. Le marché subséquent sera alors réalisé directement par lui.

Les marchés subséquents indiqueront :

- la désignation des prestations à réaliser ;
- les spécificités des établissements ;
- l'établissement bénéficiaire ;
- toutes informations jugées nécessaires (fonctionnement de l'établissement, les horaires d'exécution, etc.) ;
- les simulations financières ;
- etc.

Pour répondre aux marchés subséquents, les visites de site sont à la discrétion des bénéficiaires et se dérouleront dans les conditions prévues dans la lettre de consultation.

Les marchés subséquents ne peuvent apporter de modification substantielle aux stipulations définies dans l'accord-cadre.

Les marchés subséquents seront conclus seulement pendant la durée de validité de l'accord-cadre. Dès lors qu'ils ont été conclus avant le terme de ce dernier, l'exécution des marchés subséquents se poursuit au-delà de la durée de l'accord-cadre et selon la durée définie dans les marchés subséquents et sans excéder 12 mois après la date de fin de l'accord-cadre.

La personne habilitée à établir les marchés subséquents est le pouvoir adjudicateur ou son représentant dûment habilité.

5.2 Forme des marchés subséquents

Les marchés subséquents prennent la forme d'un accord-cadre à bons de commande sans montant minimum et avec maximum.

Les bons de commandes sont émis par le pouvoir adjudicateur du marché subséquent au fur et à mesure des besoins.

L'exercice des compétences relatives à la passation et l'exécution des bons de commande d'un marché subséquent ainsi qu'à la notification des avenants de toute nature, relève des bénéficiaires.

PARTIE 3 DISPOSITIONS COMMUNES RELATIVES A L'ACCORD-CADRE ET AUX MARCHES SUBSEQUENTS

ARTICLE 6 – GENERALITES DES MARCHES SUBSEQUENTS

6.1 Obligation de discrétion – mesures de sécurité

Les dispositions des articles 5.1 et 5.3 du CCAG/FCS relatives aux obligations de discrétion et aux mesures de sécurité sont applicables au présent marché.

Le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du marché, a reçu communication à titre secret ou confidentiel de renseignements, documents ou objets quelconques, est tenu de maintenir secrète ou confidentielle cette communication.

Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation du pouvoir adjudicateur, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître. Il en est pareillement de tout renseignement de même nature parvenu à la connaissance du titulaire à l'occasion de la livraison de la fourniture ou de l'exécution du service.

6.1.1 Mesures de sécurité

↳ Pour le SSA :

Les personnes mandatées ou habilitées par le titulaire sont seules autorisées à assurer les prestations objets du marché. Une liste de ces personnes devra être fournie sur demande de l'administration.

L'administration informera le titulaire de tout manquement grave, dûment constaté, de son personnel d'intervention, et pourra lui en demander le remplacement.

Le titulaire du marché se conformera aux obligations suivantes concernant le personnel qu'il emploie sur le site :

- Le personnel devra se conformer strictement au règlement intérieur, aux règles de sécurité et de contrôle en vigueur dans l'établissement.
- Le titulaire s'engage immédiatement à aviser le chef d'établissement après constatation de tout acte de sabotage ou de malveillance caractérisé, ainsi que toute dégradation pouvant être causés lors de l'exécution du présent marché.

Par ailleurs, si à la suite d'un acte de sabotage ou de malveillance caractérisé, l'établissement estime que des mesures de sécurité visant notamment le personnel doivent être prises, le titulaire s'engage alors à les appliquer immédiatement. La non observation des prescriptions précitées entraînerait des poursuites en application des articles 434.1 et 434.2 du code pénal.

En cas de non-respect par le prestataire ou son personnel des dispositions figurant ci-dessus, l'administration se réserve la possibilité de mettre fin au présent contrat sans préavis, par simple lettre de notification adressée au prestataire, sans dommage et intérêts au profit du prestataire du fait de cette résiliation.

Lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, notamment dans les lieux qualifiés de point sensible ou de zone protégée en vertu des dispositions législatives ou réglementaires prises pour la protection du secret de défense, le titulaire doit observer les dispositions particulières que la personne publique lui a fait communiquer.

Le titulaire ne peut prétendre, de ce chef, ni à prolongation du délai d'exécution ni à indemnité, à moins que, cette communication ne lui ayant pas été faite avant la date limite de remises des offres, il n'établisse que les obligations qui lui sont ainsi imposées rendent plus difficile ou plus onéreuse pour lui l'exécution de son contrat.

↳ Pour les autres établissements :

Ces informations seront stipulées lors de la passation de leur propres marchés subséquents.

6.1.2 Obligation de confidentialité

Le titulaire est tenu par l'accord de confidentialité éventuellement signé, ce sans préjudice des dispositions de l'article 5 du CCAG-FCS.

Le titulaire prend acte que le non-respect de ses obligations est sanctionné aux articles 413-10 à 413-12 et 226-13 du Code pénal, nonobstant l'application de la clause pénale compensatoire issue de l'éventuel l'accord de confidentialité.

Les personnes chargées de l'exécution du présent marché sont tenues au secret professionnel pour tout ce qui a trait aux renseignements et documents qu'ils pourront recueillir au cours de l'exécution des prestations qui leur seront confiées. Cette obligation s'applique également au contenu et, d'une façon générale à l'ensemble des prestations.

Le titulaire s'engage à ne communiquer aucun renseignement, document ou résultat quelconque à des tiers sans autorisation préalable de la personne publique. Tout manquement à ces obligations entraînera de plein droit la résiliation du marché aux torts du titulaire.

6.1.3 Accès au site

↳ Pour le SSA :

Les prestations dues au titre du présent marché peuvent donner accès aux personnels concernés du titulaire à des emprises militaires dans les conditions énoncées ci-dessous :

Seuls peuvent accéder au(x) site(s) les personnels ayant fait l'objet d'une autorisation d'accès transmise par écrit au titulaire.

Pour chaque personnel concerné pour lequel le titulaire n'a pas transmis dans son offre le formulaire de demande de contrôle élémentaire dûment complété, le titulaire doit remettre à l'officier de sécurité du site sur lequel sont exécutées les prestations dans les meilleurs délais, ledit formulaire au minimum 30 jours avant leur premier accès au site.

Il est rappelé que l'accès au(x) site(s) est conditionné à l'obtention de l'autorisation d'accès.

Le titulaire doit également fournir les documents suivants :

- photocopie de la pièce d'identité,
- photocopie de la carte grise et de l'attestation d'assurance du véhicule en cours de validité.

Le titulaire s'engage à ne présenter sur site que des personnels appartenant à son entreprise ou à un sous-traitant qui auront préalablement fait l'objet d'une autorisation d'accès.

Toutefois dans l'attente de l'autorisation d'accès, l'officier de sécurité du site peut soumettre de manière temporaire l'autorisation accordée à un personnel d'accéder au site à son accompagnement par une personne qu'elle aura désignée.

Le titulaire s'engage à informer les personnels devant participer aux prestations du présent marché :

- qu'ils feront l'objet, conformément au code de la défense, d'une enquête administrative destinée à vérifier qu'aucun fait les concernant n'est incompatible avec l'accès envisagé, ladite enquête pouvant donner lieu à consultation des traitements automatisés des données personnelles mentionnées à l'article 26 de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978,
- qu'ils devront se conformer strictement au règlement intérieur, aux règles de sécurité et de contrôle en vigueur dans l'établissement dans lequel sont exécutées les prestations

↳ Pour les autres établissements :

Ces informations seront stipulées lors de la passation de leur propres marchés subséquents.

6.1.4 Obligation d'information

Le titulaire s'engage à informer le pouvoir adjudicateur, de tout changement survenu dans son organisation, sa chaîne d'approvisionnement ou sa stratégie industrielle susceptible d'affecter le respect de ses obligations contractuelles ainsi que toute modification des prix réglementés.

Le titulaire s'engage à fournir les numéros d'espèce tarifaire de ses produits (le code douanier conforme au code de nomenclature douanière appelé système harmonisé (code SH), composé de 12 caractères numériques et d'une clé alphabétique).

Lorsque les produits relèvent du règlement européen n°1907 « REACH » du 18 décembre 2006, le titulaire s'engage également à fournir les fiches de données de sécurité des produits du marché ; il les met à jour en cours d'exécution du marché.

Dans le cas où le titulaire viendrait à cesser son activité, la personne publique se fera remettre tous les documents.

6.2 **Récusation**

Pendant toute la durée d'exécution du marché, le Service de Santé des Armées (SSA) se réserve le droit de récuser avec effet immédiat ceux des personnels du titulaire qui s'avèreraient inadaptés à l'exécution de la prestation.

Le titulaire dispose d'un délai de cinq jours ouvrés, à compter de la notification du courrier officiel du SSA, pour procéder au remplacement du ou des personnels recusés. Il ne peut prétendre ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnités, ni à supplément de prix. Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

De même, si tout intervenant n'est plus en mesure de remplir sa mission, le titulaire doit en aviser immédiatement la personne publique et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

A ce titre, obligation lui est faite de désigner un remplaçant et d'en communiquer le nom et les titres au SSA dans un délai de dix jours ouvrés à compter de la date d'envoi de l'avis.

Le remplaçant est considéré accepté si la personne publique ne le récuse pas dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si la personne publique récuse le remplaçant, le titulaire dispose de dix jours pour désigner un autre remplaçant et en informer le SSA.

6.3 **Sous-traitance**

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation préalable et expresse de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance (DC4).

Afin d'obtenir cet agrément, le titulaire remet au pouvoir adjudicateur (ou lui remet par lettre recommandée avec accusé de réception) une déclaration de sous-traitance (DC4).

Le formulaire DC4 peut être obtenu à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>

Pour chaque sous-traitant présenté, le titulaire doit fournir :

- La déclaration de sous-traitance DC4 ; ce formulaire est dûment rempli et signé par le titulaire, (le cas échéant par le co-traitant), ET le sous-traitant non seulement pour la déclaration de sous-traitance mais aussi pour tout acte modificatif à la hausse comme à la baisse susceptible d'intervenir en cours d'exécution. Le montant des prestations est présenté selon une décomposition en correspondance avec la décomposition de prix prévue au marché (n° de prix, intitulé, montant HT, et indication du taux de TVA en cas d'auto liquidation),
- Le numéro unique d'identification délivré par l'INSEE (SIREN),
- Une copie des contrats d'assurance responsabilité civile,
- Un RIB ou RIP,
- Les éléments permettant d'apprécier les capacités professionnelles et techniques du sous-traitant en rapport avec les prestations concernées :
 - ↳ Qualification(s) professionnelle(s) (cf. sites www.qualibat.com et/ou www.qualifelec.fr) ou équivalent,
 - ↳ Ou liste des travaux en cours d'exécution ou exécutés au cours des 5 dernières années, indiquant notamment le montant, la date et le destinataire public ou privé.

En cas de sous-traitance, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché. L'acceptation de chaque sous-traitant et de ses conditions de paiement est demandée dans les conditions prévues aux articles R2193-1 et suivants du code précité.

↳ Pour le SSA :

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 10% du montant total du marché public, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions d'agrément ont été agréées par le pouvoir adjudicateur, est payé directement, pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

↳ Pour les autres établissements :

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions d'agrément ont été agréées par le pouvoir adjudicateur, est payé directement, pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

En cas de manquement par le titulaire à son obligation de déclaration de ses sous-traitants, il sera débiteur de l'obligation de verser à l'Etat une indemnité forfaitaire égale à 10 000 euros par sous-traitant non déclaré ou non accepté, ainsi qu'une pénalité forfaitaire de 1 000 euros par jour de retard à compter de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur de se conformer à ses obligations contractuelles.

ARTICLE 7 – EXECUTION DE LA PRESTATION

7.1 Obligations du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations devront être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente.


Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

Pour le traitement de toutes demandes ou difficultés concernant l'exécution de ce marché, le titulaire doit contacter :

↳ Pour le SSA :

Le Bureau Gestion Relation Clients Fournisseurs (GRCF) aux coordonnées suivantes :

 dapsa-dafs-grcf.chef-bureau.fct@intradef.gouv.fr

 02 38 60 72 54

↳ Pour les autres établissements :

Ces informations seront stipulées lors de la passation de leur propres marchés subséquents.

7.2 Début d'exécution

La date de début d'exécution correspond :

- à la date de notification pour la partie forfaitaire ;
- à la date mentionnée sur le bon de commande, à défaut, la date de notification du bon de commande vaudra date de début d'exécution des prestations.

7.3 Constatation de l'exécution des prestations

Le représentant du pouvoir adjudicateur désigne les personnes suivantes chargées du contrôle et du suivi d'exécution des prestations sur site du présent marché :

↳ Pour le SSA :

Etablissements bénéficiaire	Coordonnées
HIA Legouest	MC Pierre NAULET, Chef du service d'imagerie médicale pierre.naulet@intra-def.gouv.fr
HIA Robert Picqué	Médecin en chef Remi BARBOT, Chef du service d'imagerie médicale Tel : 05.56.84.70.00, remi.barbot@intra-def.gouv.fr
HIA Clermont-Tonnerre	MERCASP OUARY Ludovic Tel : 02.98.43.72..89, ludovic.ouary@intra-def.gouv.fr
HIA Laveran	MC GABAUDAN Charline, Chef du service d'imagerie médicale Tel : 04.91.61.71.40, charline.gabaudan@intra-def.gouv.fr
HIA Sainte-Anne	MC LAPIERRE COMBES Marie, Chef du service d'imagerie médicale Tel : 04.83.16.21.97, marie.lapierre@intra-def.gouv.fr
HIA Percy	MC POTET Julien, Chef du service d'imagerie médicale Tel : 01.41.46.63.10, julien.potet@intra-def.gouv.fr
HIA Bégin	MC LAMBOLEY Jean-Laurent, Chef du service d'imagerie médicale Tel : 01.43.98.59.04, jean-laurent.lamboleyley@intra-def.gouv.fr

↳ Pour les autres établissements :

Ces informations seront stipulées lors de la passation de leur propres marchés subséquents.

7.3.1 Attestation du service fait

A compter de la date de fin d'exécution des prestations mensuelles, l'administration fait parvenir au titulaire une attestation de service fait accompagné du décompte des prestations fournies par la société et validé par le bénéficiaire. Les prestations ont été exécutées et sont conformes au marché signé.

Le titulaire peut ensuite envoyer sa facture. Il est inutile d'envoyer une demande de paiement tant que les prestations n'ont pas été réalisées.

7.3.2 Vérification et admission des prestations

Le représentant du pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de 30 jours à compter de la date de fin contractuelle d'exécution des prestations pour procéder aux opérations de vérification et notifier sa décision au titulaire.

Conformément à l'article 30 du CCAG FCS, la décision prend la forme d'une admission, d'un ajournement, d'une réfaction ou d'un rejet.

7.3.3 Service minimum

En cas d'annonce de grève, le prestataire doit informer l'établissement aussi rapidement que possible, et avant le début de la grève, sur les mesures prises par lui à ses frais et risques pour assurer le respect de ses obligations contractuelles.

La grève n'exonère pas le titulaire de ses obligations contractuelles, il lui appartient de trouver des solutions palliatives pour se conformer à la bonne exécution du marché. Tout manquement fera l'objet d'une mise en demeure et pourra constituer un cas de résiliation du marché aux torts du titulaire.

7.3.4 Modifications du marché public

Pendant l'exécution du marché, l'acheteur peut prescrire au titulaire, par avenant, des prestations supplémentaires ou modificatives après consultation de ce dernier ou accepter les modifications qu'il propose dans les conditions de l'article 23 du CCAG FCS.

Un avenant au présent marché public pourra également être signé entre les parties dans l'hypothèse, notamment, d'une modification du marché rendue nécessaire par l'évolution des conditions d'exécution des prestations, en application des dispositions des articles R.2194-1 à R.2194-9 du code de la commande publique.

En outre le titulaire du marché s'engage à informer dans les meilleurs délais la **Section suivi administratif des marchés (SAM) de la DAPSA** de toute modification le concernant (fusion-absorption, changements de raison sociale, d'adresse, de numéros SIREN, SIRET, de RIB) ou concernant les prestations inscrites au marché. La section SAM peut être jointe à l'adresse-mail suivante : dapsa-dafs-achat-sam.ach.fct@intradef.gouv.fr
A cet effet, il fournit tous les documents administratifs nécessaires à la prise en compte des modifications.

En cas de non production de ces documents, les factures établies ne seront pas présentées au paiement.

7.3.5 Continuité des conditions d'exécution

Même lorsque des événements n'ayant pas le caractère de la force majeure viennent à modifier les modalités de l'exécution de ses obligations contractuelles, le titulaire s'engage à garantir la continuité de celles-ci.

7.3.6 Délais d'exécution

Le titulaire s'engage à respecter les délais contractuels sans pouvoir se prévaloir d'aucune condition autre que celles répondant aux critères de la force majeure.

Lorsque le délai est exprimé en jours ou par période(s) de 24h, ceux-là doivent toujours s'entendre en jours ouvrés.

Le titulaire ne pourra notamment jamais invoquer comme fait justificatif du retard pris dans l'exécution de son obligation contractuelle l'état de ses stocks ou les dates de fermeture de son établissement.

Le titulaire reconnaît expressément qu'aucun délai dérogatoire ne peut lui être accordé sans l'accord exprès du représentant du pouvoir adjudicateur exprimé par ordre de service.

Le titulaire s'informe des horaires d'ouverture des établissements bénéficiaires.

7.3.7 Décision après exécution de la prestation – Certificat de bonne exécution

Le ministère des armées peut délivrer au titulaire du présent contrat ayant donné toute satisfaction dans l'exécution de ses obligations, un certificat de bonne exécution de marché, sur demande du titulaire ou de sa propre autorité. La décision de délivrer ce certificat est soumise à la libre appréciation du ministère des armées qui dispose à cet égard d'un pouvoir discrétionnaire.

La délivrance d'un tel certificat pourra notamment être refusée si (liste non exhaustive) :

- la qualité ou la garantie des livrables ou prestations attendu(e)s n'est pas conforme aux stipulations contractuelles ;
- la relation commerciale s'est révélée difficile ;
- le titulaire se voit appliquer des pénalités de retard ;
- le contrat est résilié aux torts du titulaire.

ARTICLE 8 – REMUNERATION ET FRAIS DE FONCTIONNEMENT

8.1 Rémunération du radiologue en télédiagnostic

Le paiement du téléradiologue doit se faire directement par la société exécutrice des prestations et non en paiement direct.

La valorisation de l'acte médical de téléradiologie doit reposer exclusivement sur la CCAM. Toute forfaitisation vis-à-vis de la structure demandeuse que du radiologue est proscrite.

Plusieurs cas de figure peuvent se présenter selon qu'il s'agisse d'examens d'imagerie en coupe ou de radiologie conventionnelle.

8.1.1 Imagerie en coupe

La valeur d'un acte d'imagerie TDM ou IRM est décomposée en un forfait dit « technique » correspondant aux frais de fonctionnement et d'organisation de prise en charge du patient, et en un forfait dit « intellectuel » correspondant à l'interprétation de l'examen.

Dans le cas d'un acte de téléradiologie, le radiologue perçoit l'intégralité du forfait intellectuel.

8.1.2 Radiologie conventionnelle

La rémunération de l'acte de radiologie conventionnelle comprend, lui aussi, une partie « intellectuelle » d'interprétation et une part « technique » correspondant aux frais engagés pour la réalisation de l'examen. Les coûts de fonctionnement d'une structure de radiologie conventionnelle peuvent être estimés à 68 %. On peut donc considérer que les 32 % restants correspondent à l'acte intellectuel et doivent donc revenir intégralement au radiologue.

8.1.3 Permanence des soins (PDS)

En cas de permanence des soins assurée par un radiologue pour un établissement demandeur, il doit percevoir l'intégralité du forfait correspondant de PDS habituellement alloué par cet établissement à ses propres radiologues, en sus et sans limitation du paiement stipulé ci-dessus à l'article 3.1.

8.1.4 La télétransmission

Les frais de télétransmission entre la structure demandeuse et la structure effectrice sont composés de la mise en place initiale de la liaison et de l'abonnement mensuel à l'opérateur l'assurant.

Ces frais doivent être intégralement pris en charge dans le cadre du marché.

ARTICLE 9 – PRIX, MODALITES DE FACTURATION, VALORISATION

9.1 Détermination des prix

9.1.1 Type et forme des prix

Le marché est à prix unitaires et forfaitaires selon la nature des prestations prévues dans le BPU.

Ces prix constituent un prix plafond pour les marchés subséquents qui sont émis au fur et à mesure des besoins.

Ces prix sont fermes, à l'exception des actes dont les prix sont fixés par la CCAM (cf art 9.1.5.1) pour la première année d'exécution du marché puis révisibles annuellement, Ils sont réputés inclure :

- les frais afférents à la réalisation des prestations (forfait de fonctionnement « technique et administratif ») ;
- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations; et être établis aux conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres.

9.1.2 Prix forfaitaires

↳ Module 1 :

- Maintien en condition opérationnelle (article 4.3 du CCTP)

↳ Module 2 :

- Tarification à l'astreinte (art 8.1 du CCTP)
- Tarification en journée (art 8.1 du CCTP)

9.1.3 Prix unitaires

↳ Module 1 :

- Fourniture du service (articles 4.1.1 à 4.1.2 du CCTP)
- Mise en place de la plateforme (art 4.2 du CCTP)
- Journée supplémentaire de formation (art 4.4 du CCTP)

↳ Module 2 :

- Tarification techniques (art 4.1.3 du CCTP)
- Tarification médicales à l'acte
- Interfaçage du système d'information radiologique (art 7.2.3.1 du CCTP)

Les prix unitaires sont appliqués aux quantités réellement exécutées et sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation.

9.1.4 Contenu des prix

Les prix proposés par le titulaire sont des prix prenant en compte la grille CCAM applicable et qui ne peuvent être dépassés (sauf réévaluation de cette dite grille). Le titulaire peut toutefois proposer des prix inférieurs.

9.1.5 Révision des prix

9.1.5.1 *Evolution de la CCAM*

Du fait de l'évolution mensuelle de la grille CCAM, le titulaire, pendant toute la durée de vie du marché, fournit obligatoirement un tableau référentiel de cette dite grille mensuellement.

Le principe est que chaque bénéficiaire commande les produits ou services indiqués au BPU.

9.1.5.2 *Evolution des prix*

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant au mois de la date limite de remise des offres.

Le titulaire ne peut procéder à aucune augmentation unilatérale de ses prix.

Lorsque le titulaire fera bénéficier à tout ou partie de sa clientèle de promotions durant la période d'exécution du marché, ces promotions seront appliquées aux prix des prestations facturées dans le cadre du contrat.

Le titulaire pourra proposer un prix révisé au pouvoir adjudicateur annuellement et par ajustement.

↳ Pour le SSA :

La modification de prix doit être adressée à la Section suivi administratif des marchés de la DAPSA (dapsa-dafs-achat-sam.ach.fct@intradef.gouv.fr) dans le mois précédant la date de reconduction du marché et expressément acceptée par le Pouvoir Adjudicateur.

A défaut de réponse de l'Administration dans un délai de soixante jours, l'augmentation de prix est tacitement rejetée et toute facture afférente sera refusée. En cas de rejet tacite, le fournisseur peut adresser une nouvelle demande de modification de prix dans un délai de trente jours à compter de la date du rejet tacite.

Le fournisseur joint à la demande de modification tout élément, notamment de comptabilité, justifiant l'augmentation envisagée.

La modification de prix doit être adressée sous les formes dématérialisées données par l'Administration, sous format Excel, dans deux tableaux et dans les conditions suivantes :

- Un premier tableau, exposant l'ancien prix, le pourcentage d'évolution (à la baisse ou à la hausse) pratiqué et le nouveau prix.
- Un second tableau correspondant à l'annexe initiale de l'acte d'engagement, identique à celui établi lors de l'attribution du marché

↳ Pour les autres établissements :

Les modalités de transmission des révisions de prix des marchés subséquents seront stipulées lors de la passation de leur propres marchés subséquents.

9.1.6 Clause de sauvegarde

Le titulaire ne peut prétendre à une augmentation de ses tarifs pour des motifs tirés de sa politique commerciale.

L'administration se réserve la faculté de résilier le marché sans indemnité si la hausse globale annuelle des prix excède 10 %.

9.2 **Modalités de règlement du marché**

Les prix unitaires sont appliqués aux quantités réellement exécutées et sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation.

9.2.1 Remise des décomptes, factures, ou mémoires

↳ Pour le SSA :

Il est exigé que la facturation soit faite par le seul et même titulaire du marché. Celui-ci s'engage à payer ses sous-traitants de manière directe.

Le titulaire adressera ses factures *via* le portail Internet « Chorus pro » : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Dans le cadre de la dépose/saisie d'une facture dans Chorus Pro le titulaire doit obligatoirement renseigner les éléments suivants :

- Code SE : D1585EG045
- SIRET à utiliser : 11000201100044
- N° TVA intracommunautaire : FR901 510 00023

- N° EJ : Pour pouvoir dématérialiser votre facture, vous devez impérativement disposer d'un numéro d'engagement juridique CHORUS à 10 chiffres, indiqué sur le bon de commande CHORUS faxé par la PFAF-S, ou numéro court du marché pour la partie forfaitaire. Ce numéro est fonction du type d'acte contractuel qui lie votre société à notre entité.

En cas d'inaccessibilité du portail « Chorus Pro », le titulaire adressera ses factures selon les modalités suivantes :

<p>Direction des approvisionnements en produits de santé des armées Plateforme Achats Finances Santé Bureau Finances-Dépenses Section régulation TSA 20003 45404 Fleury-les-Aubrais Cedex</p>
--

Outre les mentions légales, les factures porteront les indications suivantes :

- Le numéro Chorus du marché, du module éventuel, des avenants éventuels, leurs dates ;
- Les nom et raison sociale du créancier, son adresse ;
- Le numéro Chorus du bon de commande, sa date, et le devis le cas échéant ;
- La référence de l'inscription au Registre du Commerce et des Sociétés (R.C.S.) ou du Répertoire des Métiers (R.M.) ;
- La périodicité de la facturation ;
- Le numéro Siren ou Siret, si le titulaire est établi en France ;
- Numéro de décompte valant justificatif de prestation ;
- La date et le numéro de la facture ;
- Les montants hors taxes ;
- Le taux et le montant de la T.V.A, sauf si le fournisseur est un auto-entrepreneur, auquel cas elle comporte la mention suivante : « TVA non applicable, art.293 B du Code Général des Impôts »).
- Le montant total T.T.C. (arrêté en chiffres et en lettres) ;
- Le numéro de compte bancaire ou postal complet (code établissement, code guichet, numéro de compte, clé RIB ou RIP).

✉ Pour les autres établissements :

Ces informations seront stipulées lors de la passation de leur propres marchés subséquents.

Toute facture est établie :

✉ Pour le SSA :

☒ **Mensuellement et par bon de commande et à terme échu** (le fournisseur adressera une facture unique correspondant à la totalité du bon de commande) :

- Les tarifications techniques (Module 2/Sous-module 5 du BPU) ;
- Les tarifications médicales (Module 2/Sous-modules 6, 7 et 8 du BPU).

☒ **Par bon de commande** (le fournisseur adressera une facture unique correspondant à la totalité du bon de commande) :

- La fourniture du service (Module 1/Sous-module 1 du BPU) ;
- La plateforme (Module 1/Sous-module 2 du BPU) ;
- L'interfaçage du RIS (Module 2/Sous-module 9 du BPU) ;
- Pour le maintien en condition opérationnelle (Module 1/Sous-module 3 du BPU) ;
- Les prestations de formation supplémentaire (Module 1/Sous-module 4 du BPU).

Chaque facture devra faire apparaître les mêmes adresses, numéro de SIRET, mode de paiement et désignation de la prestation que ceux inscrits dans l'offre initiale.

Si l'une des mentions ci-dessus n'est pas renseignée dans la facture, cette dernière sera rejetée.

✉ Pour les autres établissements :

Ces informations seront stipulées lors de la passation de leur propres marchés subséquents.

9.2.2 Délai global de paiement

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions des articles L.2192-10 et R. 3133-11.1° du code de la commande publique. Le délai de paiement est fixé à 50 jours maximum à compter de la date de réception de la facture ou de l'admission des prestations concernées lorsque celle-ci a été réalisée après la date de réception de la facture.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles R.3133-25 à R.3133-28 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.2.1 Documentation de facturation

Dans le cadre de la remise des décomptes ou factures, le titulaire fournit OBLIGATOIREMENT et à titre gratuit, le décompte des prestations à l'établissement. Ce dernier devra le valider et l'accompagner de l'Attestation de Service Fait (ASF). Ce décompte servira de justificatif unique pour le paiement.

En cas de désaccord entre le titulaire et le bénéficiaire, celui-ci devra contacter la société par mail avec accusé de réception.

Le non-respect de remises du décompte des prestations entraînera l'application des pénalités définies.

9.2.2 Mise en œuvre éventuelle du service fait présumé

Le présent marché est susceptible d'être éligible à la procédure du service fait présumé (SFP). Cette procédure a pour objectif de fluidifier le paiement de certaines factures et de réduire le délai de paiement. Le titulaire est informé par écrit de la mise en œuvre du SFP après la notification du marché ou en cours d'exécution.

9.2.2.1 *Le service fait présumé*

La procédure du SFP permet lors de la liquidation de la facture de présumer la conformité qualitative et quantitative de la livraison ou de la prestation à l'engagement juridique. Le SFP se distingue donc du service fait préalable dans la mesure où la mise en paiement de la facture devient automatique et ne nécessite pas, pour son déclenchement, la production de l'attestation du service fait.

La procédure du SFP est toutefois juridiquement distincte de la procédure de constatation de l'exécution des prestations. Par conséquent, elle est sans incidence sur les stipulations contractuelles relatives à l'admission ou la réception des prestations telles que prévues au présent marché.

9.2.2.2 *Procédure en cas de trop perçu*

Si postérieurement au paiement il est constaté que des sommes ont été payées indument, le titulaire doit, après demande écrite du RPA, émettre sans délai une facture d'avoir correspondant au montant perçu indument.

Si une facture d'avoir ne peut être émise par le titulaire, le RPA émet un ordre de recouvrer à l'encontre de ce dernier.

9.2.2.3 *Réversibilité du recours au service fait présumé*

A tout moment, la procédure de SFP peut être suspendue pour tout ou partie du marché. Le titulaire en est informé par écrit.

9.3 **Avance**

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, une avance est versée selon les modalités des articles R.2191-3 à R.2191-19 du code de la commande publique.

Le montant de l'avance est fixé à 30 %.

☒ Du montant initial de la partie forfaitaire du marché public le délai d'exécution est supérieur à deux mois et inférieur à douze mois. Si ce délai est supérieur à douze mois, le montant de l'avance est calculé par application du pourcentage mentionné au présent article à une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois ;

☒ Du montant du bon de commande supérieur à 50 000 euros hors taxe si le délai d'exécution prévu est compris entre deux mois et douze mois. Si ce délai est supérieur à douze mois, le montant de l'avance est calculé par application du pourcentage mentionné au présent article à une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par la durée prévue pour l'exécution de celui-ci exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance s'effectue dans les conditions des articles R.2191-11 et R.2191-12, ou le cas échéant R.2191-19 du code précité.

9.4 Valorisation

↳ Pour le SSA :

Si le fournisseur souhaite, d'une manière ou d'une autre, exploiter l'image du SSA en tant que client de sa société, de l'une de ses filiales ou de l'un de ses actionnaires, les parties s'engagent à négocier de bonne foi la cession des droits patrimoniaux nécessaires à l'utilisation de l'image du SSA.

En toute hypothèse, aucune utilisation de signes (mots, acronymes, logo, etc.) rattachables directement ou indirectement au Service de Santé des Armées ne peut être faite par le titulaire sans l'accord exprès et écrit signé par le directeur des approvisionnements en produits de santé des armées.

A cet effet, le bureau valorisation est le point de contact du titulaire du marché :

Monsieur Le Chef du bureau valorisation de la DAPSA
Tél. secrétariat : 02 34 08 54 56
Fax : 02 34 08 53 99
Courriel : dapsa-valorisation.correspondant.fct@intradef.gouv.fr

↳ Pour les autres établissements :

Ces informations seront stipulées lors de la passation de leur propres marchés subséquents.

ARTICLE 10 – PÉNALITÉS

10.1 Réfactions de prix

Si la prestation ne satisfait pas entièrement aux conditions du marché, une réfaction de prix pourra être appliquée par l'administration si celle-ci le décide. Cette réfaction sera calculée sur la base des prix figurant sur la décomposition des prix annexée à l'acte d'engagement, au *pro rata* de la prestation mal effectuée.

10.2 Pénalités pour retard d'exécution

L'administration pourra appliquer les pénalités dues par le titulaire lorsque les délais contractuels n'auront pas été respectés.

MODULE N°1 – Système d'information		
NATURE DES PENALITES	APPLICATION	PENALITE
Non-respect de la continuité de service (art 3.2.10 du CCTP)	12h à compter de la dernière version mise en place	100 € par heure de retard
Non-respect du délai de régularisation (art 3.2.11 du CCTP)	15 jours calendaires après la constatation des écarts	100 € par jour ouvré de retard
Non-respect du délai de mise en place du logiciel (art 4.1.1 du CCTP)	1 mois à compter de l'ordre de service	100 € par jour ouvré de retard
Non-respect des délais (art 4.3.1 du CCTP)	<15 mn à 7 jours	50 € par 15 mn de retard 100 € par heure ou jour ouvré de retard

MODULE N°2 – Prestations intellectuelles		
NATURE DES PENALITES	APPLICATION	PENALITE
Non-respect du délai d'interprétation/de mise à disposition du compte-rendu (art 7.2.2.2 du CCTP)	1h à compter de la transmission des images pour les examens urgents ou en hospitalisation	100 € / heure de retard
	Au plus tard à 8h00 le lendemain pour les examens courants	100 € / heure de retard
Non-information des changements de téléradiologie (art 7.2.3.1 du CCTP)	24h avant la prestation	100 € / jour de retard
Non-communication du rapport d'activité (art 8.1.3.3 du CCTP)	Avant le 10 du mois suivant	50 € par jour de retard
Non-disponibilité des documents professionnels des téléradiologues (art 9.1 du CCTP)	Immédiatement dans l'application	100 €
Absence de justification des anomalies relevées lors du contrôle réalisé par les HIA (art 9.4 du CCTP)	Par justificatif absent	100 €
Non-respect des engagements du contrôle qualité décrit au sein de l'offre (art 9.4 du CCTP)	Par anomalie détectée	50 €
Non-communication du décompte (art 9.2.1 Partie II du présent CCAP)	Par décompte non communiqué	100 €

Le calcul des pénalités donne lieu à l'établissement d'un décompte provisoire des pénalités par établissement et par facture concernés. Le titulaire est informé des retenues qui lui sont infligées par communication de l'état portant décompte provisoire, transmis par le Bureau Finances Dépenses.

Par dérogation à l'article 37 du CCAG/FCS, il dispose d'un délai de trente jours pour présenter un mémoire de réclamation. Passé ce délai, il est réputé avoir accepté les pénalités.

Une fois le mémoire adressé et les premiers contacts pris avec le fournisseur par le personnel en charge de l'instruction des contestations, le fournisseur dispose d'un délai de dix jours pour adresser les pièces demandées.

10.3 Règlement des réfections et pénalités

10.3.1 Exonération de pénalités

Sauf décision du pouvoir adjudicateur, aucune exonération de pénalités ne s'applique.

10.3.2 Plafonnement des pénalités

Le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 15% :

- Du montant forfaitaire annuel HT pour les pénalités s'appliquant au forfait ;
- Ou du bon de commande concerné par la ou les pénalités.

Si le montant des réfections et/ou pénalités excède 15% du montant total annuel du marché, l'Administration se réserve le droit de résilier le présent marché dans les conditions prévues au chapitre 7 du CCAG/FCS.

ARTICLE 11 – RÉSILIATION DE L'ACCORD-CADRE

11.1 Résiliation pour faute

En cas de manquement par le titulaire à l'une de ses obligations contractuelles, l'accord-cadre pourra être résilié à ses torts. La décision du pouvoir adjudicateur mentionnera la date d'effet de cette résiliation.

Les marchés subséquents passés antérieurement sur la base de celui-ci peuvent continuer à être exécutés. En revanche, il ne sera plus possible de passer d'autres marchés subséquents sur la base de l'accord-cadre.

11.2 Résiliation pour motif d'intérêt général

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général, tels que la protection des intérêts financiers de l'Etat, les éventuelles restructurations ou réorganisation des services notamment mais pas exclusivement, aucune indemnité ne pourra être réclamée par le titulaire.

Les marchés subséquents passés antérieurement sur la base de celui-ci peuvent continuer à être exécutés. En revanche, il ne sera plus possible de passer d'autres marchés subséquents sur la base de l'accord-cadre.

ARTICLE 12 – RÈGLEMENT DES LITIGES

12.1 Règlement amiable des litiges et différends

Tout litige ou différend survenant à l'occasion de l'exécution du marché peut être soumis par le titulaire au service acheteur. La réglementation de l'Achat public institue comme principe la recherche du règlement amiable des conflits et préconise le recours à la médiation.

Un mémoire en réclamation doit être envoyé par le titulaire au représentant du pouvoir adjudicateur dans un délai de 30 jours à compter du jour où le différend est apparu, ceci sous pli recommandé ou *via* courriel avec accusé de réception. Ce mémoire expose les motifs du désaccord et indique, le cas échéant, le montant des sommes réclamées et leur justification. Le délai de communication du mémoire en réclamation est prescrit à peine de forclusion.

Suite à cette demande, conformément à l'engagement de service pris par le ministère des armées, la DAPSA y répond dans les 15 jours, sauf si l'affaire nécessite une investigation approfondie. Dans ce cas, la DAPSA émettra une réponse d'attente au titulaire mentionnant le délai de réponse prévisible. Sauf stipulation contraire, le représentant du pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de deux mois à compter de la date de réception du mémoire de réclamation pour notifier sa décision.

L'absence de décision dans ce délai vaut décision de rejet de la réclamation.

Le titulaire du marché adressera sa demande au correspondant PME-PMI (Tél. : 02 34 08 54 01 ; Fax : 02 38 60 73 39 – Courriel : pafs-pme-pmi.contact.fct@intradef.gouv.fr).

A défaut de résolution du litige ou différend au niveau de cet interlocuteur, le titulaire peut saisir la mission ministérielle PME : missionministérielle.pme@defense.gouv.fr

Hors cette médiation interne au ministère des armées, le titulaire ou l'Administration peut demander à ce que les litiges et les différends nés à l'occasion de l'exécution d'un marché soient conformément à la réglementation soumis à la Médiation des entreprises ou au comité consultatif de règlement amiable compétent.

Le médiateur interne au ministère des armées et le médiateur des entreprises agissent comme tierce partie afin d'aider les parties qui en ont exprimé la volonté à trouver une solution mutuellement acceptable à leur litige ou leur différend. Le comité consultatif de règlement amiable des litiges compétent a lui pour mission de rechercher les éléments de droit ou de fait en vue d'une solution amiable et équitable.

Si le litige ou le différend persiste, une procédure contentieuse peut être engagée.

12.2 Recours contentieux

➡ Pour le SSA :

En cas d'élévation du contentieux, le tribunal administratif d'Orléans est seul compétent.

Tribunal Administratif d'Orléans
28, rue de la Bretonnerie
45057 Orléans Cedex 1
Téléphone : 02 38 77 59 00
Télécopie : 02 38 53 85 16
Courriel : greffe.ta-orleans@juradm.fr

ARTICLE 13 – DÉROGATION AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

L'article 7.3 partie 3 « Constatation de l'exécution des prestations » déroge aux articles 27 et 28 du CCAG FCS en stipulant que les opérations de vérification du site sont assurées par un représentant du site et non l'acheteur.

L'article 7.3.2 partie 3 « Vérifications et admission des prestations » du CCAP déroge à l'article 28.2 du CCAG FCS en stipulant que le délai de vérification est différent des 15 jours prévus.

L'article 7.3.4 partie 3 « modifications du marché public » déroge à l'article 23 du CCAG FCS en supprimant la possibilité de commander des prestations de fournitures ou de services complémentaire par ordre de service.

L'article 9.1.5 partie 3 « Révision des prix » déroge à l'article 10.1.2 du CCAG FCS en prévoyant que le mois M0 correspond au mois de la date limite de remise des offres et non à la date de remise des offres.

L'article 10.2 partie 3 « pénalités pour retard d'exécution » déroge à l'article 14 du CCAG FCS en ce qui concerne la formule de calcul.

L'article 10.2 partie 3 « pénalités pour retard d'exécution » déroge à l'article 14 du CCAG FCS en prévoyant que les pénalités s'appliquent sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure. A ne faire figurer que s'il est dérogé à la mise en demeure avant l'application des pénalités.

L'article 10.3.1 partie 3 « Exonération de pénalités » déroge à l'article 14 du CCAG FCS en stipulant que le titulaire n'aura droit à aucune exonération de pénalités, sauf décision expresse du pouvoir adjudicateur.

L'article 10.3.2 partie 3 « Plafonnement des pénalités » déroge à l'article 14.1.2 du CCAG FCS en prévoyant que le montant total ne peut excéder 15% :

- Du montant forfaitaire annuel HT pour les pénalités s'appliquant au forfait ;
- Ou du bon de commande concerné par la ou les pénalités.

L'article 11.2 partie 3 « Résiliation pour motif d'intérêt général » déroge à l'article 42 du CCAG-FCS en stipulant qu'en cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général, aucune indemnité ne pourra être réclamée par le titulaire.

L'article 12.1 partie 3 « Règlement amiable des litiges et différends » déroge à l'article 46.2 du CCAG FCS en prévoyant un délai de 30 jours au lieu de 2 mois pour que le titulaire envoie un mémoire en réclamation.